

une union des électeurs organisée en vue d'obtenir des résultats désirés par toute la population, indépendamment de toute affinité de race, de religion ou de parti.

Les fins de l'Union des électeurs sont les suivantes :

1. Exposer les résultats désirés de l'administration de la chose publique dans toutes les sphères touchant l'existence de la population.

2. Exercer une surveillance constante sur les représentants élus du peuple et, par leur entremise, sur tous les gouvernements tant national que régionaux ou provinciaux.

3. Insister sur l'obéissance à la volonté du peuple, à l'égard de toute question d'ordre administratif.

Ce n'est que par l'entremise d'un tel groupement d'électeurs que le Canada ou tout autre pays peut obtenir un gouvernement conforme à la volonté du peuple. Je suis donc heureux de voir qu'une telle organisation populaire se répand dans tout le pays et j'entends bien faire tout en mon pouvoir pour l'encourager et l'aider jusqu'à ce qu'elle embrasse la majorité des Canadiens, de Vancouver à Halifax.

Jusqu'ici, monsieur l'Orateur, j'ai indiqué les conditions qui doivent exister au pays avant que celui-ci puisse vraiment être désigné comme une démocratie authentique. J'ai fait remarquer que le devoir des membres du parlement d'une démocratie véritable doit consister à obtenir des résultats plutôt qu'à concevoir ou débattre des moyens. Je me rends compte, cependant, que nous ne pourrions changer de direction sans passer par une étape transitoire. Tant que le peuple ne sera pas organisé de manière à exiger un changement, le Parlement continuera de discuter de moyens plutôt que de résultats. Je vais donc, avant de terminer, enfreindre quelques-uns des principes que je viens d'énoncer et traiter les méthodes.

Le présent budget, comparé à d'autres budgets orthodoxes, vaut certainement l'exposé budgétaire que tout économiste orthodoxe aurait pu présenter. En général, toutefois, je reproche à un budget orthodoxe de ne pas révéler les faits, en ce qui concerne l'économie nationale. Dans une large mesure, le présent exposé budgétaire fausse et dissimule les faits économiques et le véritable état économique du pays. Je regrette qu'il en soit ainsi, et au nom des gens qui m'ont élu, je proteste.

J'affirme que le budget fausse et dissimule le véritable état économique de la nation parce qu'il traite uniquement des fonds que le Gouvernement perçoit des contribuables, sans indiquer le rapport entre ceux que détient la population, d'une part, et les denrées et services qu'elle est censée acheter, d'autre part.

Le problème se réduit à la monétisation de la véritable richesse. Etant donné le haut niveau d'industrialisation et de mécanisation qu'exige maintenant la production, il est évidemment impossible de faire le troc. Un seul moyen, savoir, la monétisation de la réserve nationale de production, permet à la population d'y puiser. Il faut créer les fonds et les mettre en circulation avant qu'il ne soit possible de produire ou de distribuer les denrées. Sous un régime économique moderne, cela s'effectue surtout au moyen de prêts que les banques à charte créent et consentent à l'industrie. L'économiste orthodoxe suppose que ce moyen suffit pour permettre aux gens de racheter leur production. Il croit que le montant global de l'argent que possèdent les gens est toujours égal au prix global des marchandises qu'ils achèteront. A son avis, production et revenu sont synonymes. C'est pourquoi il conclut que si l'on dirige une partie de la production nationale aux divers services d'utilité publique, il faudra à cette fin percevoir de la population un montant d'argent suffisant. Une telle conclusion serait logique si les prémisses étaient fondées, mais comme elles sont fausses, la conclusion doit nécessairement être fausse.

En temps normal, alors qu'il n'existe pas, comme durant ou immédiatement après la guerre, un accroissement anormal des biens de production, le revenu n'est jamais aussi élevé que la production. Le revenu en espèces est toujours inférieur à la valeur de la production. Les économistes orthodoxes n'admettent pas cette prémisse, mais ce qui se passe dans l'industrie en démontre le bien-fondé. En temps normal, le revenu étant inférieur à la production nationale, j'estime que le gouvernement, qui a la haute main sur l'argent de la nation, n'a pas besoin de s'endetter ni de percevoir d'impôts en vue d'affecter une partie de la production nationale aux services d'utilité publique.

En temps normal, le pouvoir d'achat n'est pas aussi élevé que le pouvoir de production. Il existe une véritable pénurie d'argent aux mains de la population, par rapport à la valeur globale des marchandises. Une forte partie de notre production nationale n'est donc pas monétisée. Le gouvernement l'a partiellement monétisée par le passé grâce à des emprunts à même l'argent nouvellement créé par les banques, qu'il consacre aux travaux publics, aux indemnités, aux subventions et à d'autres services de l'Etat. Mais l'équilibre économique n'en est pas rétabli pour autant, puisque ces sommes sont imputées sur la dette nationale et percevables au moyen d'impôts. Il est mathématiquement impossible à la population d'absorber l'ensemble de la production du pays tout en acquittant ces impôts. On